



COMMUNIQUÉ

Charlie-berté : libérons l'information !

Les syndicats de journalistes (SNJ / SNJ-CGT / CFDT-Journalistes), avec leurs Fédérations FIJ (internationale) et FEJ (européenne), saluent les quelque quatre millions de citoyens qui ont participé aux marches et rassemblements dimanche à Paris comme dans toute la France, en hommage aux 17 victimes tombées sous les balles des fanatiques, ennemis de la liberté. Nos confrères de Charlie Hebdo ont été touchés par cet énorme sursaut populaire. Il faut désormais que cessent partout les entraves au droit des journalistes de pouvoir critiquer, moquer, pratiquer l'humour en dégoupillant les mines de crayon. Et d'être plus que jamais le poil à gratter contre tous les intégristes, obscurantistes, ennemis de la liberté d'expression, racistes et xénophobes de tout acabit.

Comment ne pas être interloqués par la présence, dans la marche parisienne, dans le carré des VIP, du président gabonais Ali Bongo; d'Ahmet Davutoglu, premier ministre de Turquie, l'une des plus grandes prisons de journalistes; de Benjamin Netanyahu, le premier ministre d'Israël alors que 16 journalistes palestiniens ont été tués en 2014 par les forces de sécurité israéliennes ; de Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie d'une Russie qui musèle sa télévision et réprime de nombreux confrères; de son homologue des Émirats Arabes Unis, où l'on peut être emprisonné pour un tweet, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane... Mais encore par celle de Viktor Orban, le premier ministre hongrois, qui a fait main basse sur les médias de son pays. Sans oublier la présence contestable d'autres dirigeants du monde qui n'ont pas la même vision de la liberté que ceux que nous pleurons depuis mercredi. Par exemple en Grèce où Antonis Samaras, le premier ministre,

a ordonné la fermeture de la chaîne publique ERT, rouverte depuis sur décision du Conseil d'Etat.

Les Charb, Wolinski, Cabu, Honoré, Tignous, Ourrad, Elsa ou Maris n'auraient pas admis qu'on leur impose que ces ennemis de la liberté foulent le pavé parisien et tentent de récupérer l'élan populaire contre la haine et pour la liberté d'informer.

Rappelons qu'en 2014, 118 journalistes et personnels des médias ont trouvé la mort. Et que parmi les premières victimes de l'année 2015 figurent des journalistes yéménites et tunisiens, avant même le massacre de nos confrères de Charlie.

Alors plus que jamais, ensemble avec les citoyens du monde, libérons les médias des chaînes qui les étouffent, et empêchons les lois d'exception et autres « Patriot Acts » qui nuisent gravement aux libertés.

En France, le combat contre l'intolérance réside dans l'éducation, l'exercice du sens critique, mais aussi la bonne santé de tous les médias, même les plus libertaires, et les journaux à faibles revenus publicitaires. Aussi faut-il enfin faire vivre le pluralisme de l'information face aux concentrations et poser urgemment et concrètement la question des aides à la presse, afin qu'elles répondent vraiment aux nécessités des citoyens : une information de qualité.

SNJ / SNJ-CGT / CFDT-Journalistes

Paris, 13/01/2015